

**DÉCLARATION
LIMINAIRE**

www.fnte.cgt.fr

FNTE
la
cgt

CSA-R SCA du 02 juillet 2025

Monsieur le Directeur, Mesdames, Messieurs,

Une fois de plus, ce CSA de réseau SCA se tient dans une période troublée aussi bien au niveau international que national. Une fois encore, les armes continuent de parler aussi bien au Proche-Orient qu'en Ukraine et les conséquences de cette folie meurtrière sont des milliers de morts et blessés dans les populations civiles, dont de nombreux enfants.

La **CGT** tient avant tout à réaffirmer sa volonté de paix et de solidarité et ne soutiendra jamais une économie de guerre qui va à l'encontre de l'intérêt des peuples. Nos directions et services travaillent pour la défense nationale et ne doivent pas œuvrer à armer des pays qui ne respectent pas les traités internationaux. Une démarche cohérente est indispensable à la mise en œuvre **du progrès et de la justice sociale**.

Pour toutes ces raisons, la **FNTE CGT** revendique **la création d'un Pôle Public National de Défense** qui regrouperait tous les acteurs de la défense sous le contrôle des deux chambres élues que sont l'Assemblée Nationale et le Sénat afin de garantir une orientation stratégique transparente et conforme aux valeurs de la République. Les orientations y seraient débattues en laissant la décision finale au Président de la République et au Premier Ministre.

Les personnels du ministère des Armées comme ceux du Réseau SCA sont confrontés à des mutations et transformations incessantes. Les missions deviennent de plus en plus complexes et difficiles à organiser. L'embauche statutaire, garante de la pérennité et de l'expertise de nos services, est sacrifiée au profit de l'emploi sous contrat, fragilisant la fidélisation, l'attractivité et le maintien des compétences indispensables à un soutien efficient.

En termes de fidélisation, d'attractivité et du maintien de compétences sur un temps long, la **CGT** doute fort de l'efficacité de l'embauche de contractuels, représentant plus d'un tiers de nos recrutements, à ce jour. Ceci ne répond en rien aux besoins réels des établissements. Quand on regarde les déroulements de carrières des fonctionnaires de toutes catégories et des ouvriers de l'état, nous sommes loin du compte, et l'année 2025 n'y déroge pas !!! Les volumes imposés par les lignes directrices de gestion et les taux d'avancement sont largement en dessous des besoins réels.

En reconnaissance du travail des agents qui tous les jours donnent le meilleur d'eux-mêmes, la **CGT** revendique :

- **Une augmentation significative et pérenne du point d'indice** à la hauteur de l'inflation subie depuis 2010 et indexée automatiquement sur l'inflation ;
- **L'intégration des primes** pour le calcul de la pension des fonctionnaires qui garantirait une pension digne et juste ;
- **La semaine à 32h** sans perte de salaire permettant une meilleure conciliation vie professionnelle/vie privée ;
- **La priorisation et le renforcement des embauches statutaires** pour les catégories A, B et C, ainsi qu'un nombre suffisant de postes pour les déroulements de carrière des Ouvriers d'État, basés sur les besoins réels et non sur des quotas restrictifs.

La construction du budget de l'Etat et de la Sécurité sociale pour l'année 2026 devra être guidée par des mesures de justice sociale et fiscale plus que jamais indispensable. Pour répondre à ces exigences sociales, la démocratie sociale et la démocratie parlementaire doivent retrouver pleinement leur rôle. Dans la période qui s'ouvre, la place et le rôle de la négociation collective doivent être renouvelés, renforcés et respectés. Sans prise en compte de ces facteurs, **la situation financière des personnels civils** du MINARM deviendra de plus en plus critique.

Cependant, au gré des informations distillées par le gouvernement et relayées dans certains médias, nous avons de forts doutes que les problématiques de pouvoir d'achat (augmentation du point d'indice, maintien de la GIPA, réduction de 10% de la réduction en arrêt de travail y compris pour les femmes placées en congés de maladie ordinaire pendant leur grossesse), de reconnaissance professionnelle (avancements dignes de ce nom), de justice sociale, de conditions de travail (organisation et infrastructures) soient la véritable préoccupation du 1er Ministre et de son gouvernement.

A toutes ces difficultés viennent s'ajouter une individualisation des salaires via des primes aléatoires qui pourraient disparaître ou diminuer au gré des difficultés budgétaires mais aussi une **politique cynique du logement social** dont les principales victimes sont les fonctionnaires de catégorie « C » et les ouvriers de l'état, surtout dans certains bassins d'emplois.

Année après année, cette déclaration liminaire ressemble au film « Un jour sans fin » où l'acteur revit la même journée indéfiniment. La **CGT** a l'impression de traiter les mêmes maux tels que le calcul au prorata des jours RTT et CA pour les semaines sur un cycle de 4,5j, des avancements au rabais pour les agents, les retards dans les remboursements de frais de déplacements, les problèmes de fidélisation et un dialogue social dans certains établissements qui pose questions.

Les élus CGT aborderont ce CSA avec la ferme intention de faire entendre la voix des salariés et la voix de la Paix

Merci de votre attention